

Déconfiner nos colères, contester la main-mise du capitalisme sur la société

Lundi 11 mai, une partie des écoles élémentaires et maternelles ouvraient leurs portes, conformément au plan de déconfinement annoncé par Macron il y a un mois. Un mois d'improvisations et de cafouillages, mais avec un objectif clair : répondre aux injonctions du patronat, permettre aux entreprises de secteurs « non essentiels » de reprendre leurs activités au plus vite. Et pour cela, accueillir les enfants à l'école afin que les parents puissent retourner au boulot...

Les équipes enseignantes et le personnel des mairies ont organisé, du mieux qu'ils pouvaient, les conditions d'accueil des élèves, mais au prix d'une diminution drastique des capacités d'accueil, un élève sur cinq selon les estimations du ministre lui-même. Au point qu'il a dû en rabattre sur ses prétentions, annonçant dimanche 10 que son objectif était simplement, pour des raisons « psychologiques », que tous les élèves puissent aller à l'école « au moins un jour » d'ici la fin mai... Le ridicule ne tue pas.

« Demi-confinement »...

Sur les 400 000 entreprises, correspondant à 875 000 emplois, qui pouvaient reprendre leur activité lundi 11, beaucoup l'ont

fait au ralenti, voire pas du tout. D'après l'OFCE (office français de conjoncture économique), plutôt que de « reprise », il faudrait parler de « demi-confinement » : l'activité ne devrait

se rétablir que très progressivement, jusqu'à un niveau moitié de celui d'avant confinement. Et il reste encore, en particulier dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, quelque 300 000 entreprises à l'arrêt, employant plus de 700 000 salariés.



Devant l'hôpital Purpan de Toulouse, le 11 mai 2020

Cette fausse reprise économique, qui menace de laisser sur le carreau des centaines de milliers de travailleurs (246 000 chômeurs supplémentaires sur le seul mois de mars), se fait au risque d'une recrudescence de l'épidémie, de nombreuses nouvelles victimes, un nouvel engorgement des services des réanimations toujours pas désaturés, le risque d'entrer dans une nouvelle période de confinement qui retarderait d'autant la reprise « normale » des activités économiques.

Imperturbable, le ministre de l'économie poursuit sa mission au service du grand patronat. Visitant un chantier au matin de la reprise, il expliquait : « Nous rentrons dans un monde qui est nouveau, dans lequel il faut que nous apprenions à conjurer activité économique, travail et circulation du virus. C'est

Sommaire

- | | | | |
|---|---|---|---|
| 2 | Hôpitaux, les jours d'après... : Robert Picqué, on continue la casse ! | 5 | Airbus, Safran, Thales et Dassault font la manche pour sauver leurs sous-traitants...
Les belles paroles ne coûtent pas cher |
| 3 | Coronavirus : jackpot pour les cliniques privées | 6 | « Eroulement » : les chiffres de l'Insee...
Des « plans », pour quoi faire ? |
| 4 | Impréparation, mise en danger... Aux travailleurs de l'éducation de décider
Monnaie : la direction sur les starting-blocks | 7 | Interview de François Boirie, violoniste |

un défi immense à relever ». Défi qu'il entend bien nous faire payer par une « *nouvelle culture du travail* »...

Au nom de la « *solidarité nationale* », il voudrait nous faire accepter des milliards de cadeaux aux grandes entreprises et des « *efforts* » décuplés demandés aux travailleurs.

Contre leur « *intérêt national* », nos mobilisations pour nos intérêts collectifs, par-delà les frontières

L'« *intérêt national* » que Macron, Philippe, Le Maire et cie défendent, c'est celui des profits d'une infime minorité de parasites. Leurs « *solutions nationales* » n'apportent aucune réponse à l'effondrement de l'économie et à la crise sociale planétaire. Bien au contraire, elles les accentuent en précipitant des centaines de millions de personnes dans la misère, le chômage, la faillite, la faim.

Il est impossible de dire combien de petites entreprises, de petits commerces ne survivront pas à cette période d'inactivité forcée, combien de leurs travailleurs, petits patrons compris, perdront leur emploi. Les grandes entreprises, elles, font déjà leurs estimations, telle Airbus et bien d'autres, qui annoncent des suppressions de dizaines de milliers d'emplois. Partout dans le monde, les statistiques du chômage explosent. La faim s'étend. *Le Monde* écrit : « *Après la pandémie, une grave crise alimentaire menace, au nord comme au sud* », « *Alors que les indicateurs de la malnutrition étaient déjà au rouge avant la crise sanitaire, des dizaines de millions de personnes vont venir gonfler en 2020 les rangs de celles qui souffrent de la faim* ».

Y compris dans les pays riches, « *des étudiants à Villeneuve-d'Ascq [entre autre], en France, privés de restaurant universitaire et de petits boulots...* ».

C'est dans notre révolte, notre détermination à refuser de nous laisser enfermer dans cette logique absurde et mortifère d'un système économique au bout du rouleau que se trouve la seule issue possible. Les gouvernements du monde entier ont montré leur incapacité à coordonner leur action pour faire face à l'urgence sanitaire, ils se sont au contraire repliés sur des politiques nationales à seule fin d'aider leur bourgeoisie à se préparer à l'exacerbation de la concurrence mondiale.

Les classes populaires ont, elles, montré partout les mêmes capacités de générosité, de solidarité, d'initiative pour trouver des solutions afin de répondre aux urgences les plus criantes, assurer la survie des plus faibles. Elles seules sont capables de remettre en route une économie qui n'est en panne que parce qu'elle est soumise aux intérêts privés, en la débarrassant des règles iniques qui régissent le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, l'appropriation de toutes les richesses produites, la dépossession des travailleurs et des peuples.

13 mai 2020

**Vendredi 29 mai 19h visio-meeting
avec Philippe Poutou
et des camarades du NPA 33**

Dans la santé

Hôpitaux, les jours d'après... : Robert Picqué, on continue la casse !

Le mois dernier, alors que les services de réanimation du Grand Est et d'Île de France étaient submergés, l'hôpital Robert Picqué, comme plusieurs autres établissements du département, accueillait des malades dans son service de réanimation. Le pouvoir n'avait trouvé d'autre solution que de transformer des rames de TGV en ambulances géantes et dépêcher des centaines de soignants pour assurer le transfert de dizaines de malades gravement atteints du covid-19 sous respirateur et drogues multiples.

Parce que nous avons eu beaucoup de chance, la région a été beaucoup moins impactée que d'autres. Mais dans quelques mois, ou semaines ? Chacun mesure la fragilité de la situation alors qu'il y a toujours, à l'heure du « *déconfinement* », davantage de lits de réanimation occupés en France que les 5000 lits théoriques ! Et alors que plusieurs « *clusters* » ont été découverts dans la région, avant même le *déconfinement*.

Les fermetures de lits dans les hôpitaux publics, des décennies de politiques d'austérité dans la santé ont conduit à une catastrophe sanitaire.

Longtemps maintenues hors des chiffres officiels, des milliers de personnes âgées n'ont pu être hospitalisées, sont mortes seules, dans des conditions inhumaines, insoutenables, seules dans les Ehpad !

Silence hôpital, on ferme...

Alors, quel est le plan du gouvernement, de l'ARS, des pouvoirs publics... pour qu'un tel scandale ne se reproduise pas ? Quelles ouvertures de lits, de services, d'hôpitaux autres que des hôpitaux de campagne, sous tentes, installés dans la panique tel celui de Mulhouse ? Combien d'embauches d'infirmières, de médecins, d'aides-soignants, de techniciens de laboratoires, d'ouvriers, de secrétaires... pour faire face à la crise majeure qu'a révélée le virus ?

Rien, à part des discours démagogiques, faussement indignés et mensongers ! Et au contraire, une accélération des réformes en cours... et aucune remise en cause des fermetures prévues.

Sur la Métropole, la fermeture de l'hôpital militaire Robert Picqué est en route ! Seule une partie des activités sera transférée dans la clinique privée Bagatelle à travers le projet de fusion « *Bahia* ». Des services entiers vont disparaître !

L'association « *la santé un droit pour tous* », des collectifs d'usagers et militants, des syndicats se mobilisent depuis des mois contre cette fermeture.

La colère se déconfiner

Salariés de la santé, médecins, usagers, la colère est grande contre l'incurie des gouvernants et les semaines passées l'ont

suite page 3

suite de la page 2

démultipliée. Dans tout le pays, des collectifs s'organisent sur les réseaux sociaux tel le collectif de soignants « Bas les masques ». Certains appellent à des rassemblements comme devant les établissements du CHU de Toulouse ce 11 mai à l'appel de CGT et SUD qui ont réuni près de 1000 personnes au total, mais aussi de façon plus modeste dans plusieurs villes avec la participation de collectifs inter-urgences ou inter-hospitaliers. Un rassemblement a eu lieu à Bordeaux à l'appel de Gilets jaunes et un autre devant l'hôpital de Blaye. Si ces initiatives sont forcément symboliques pour le moment, il est de plus en plus clair pour tous que ce sera à nous, salariés, usagers, d'imposer les mesures d'urgence nécessaires à la base par nos mobilisations, en prenant nous-mêmes le contrôle du système de santé.

De la même manière que si on a évité une catastrophe plus grande encore, c'est uniquement grâce au dévouement, aux initiatives solidaires spontanées, à l'organisation par eux-mêmes des hospitaliers et des professionnels de santé !

Isabelle Ufferte



Devant l'hôpital de Blaye le 11 mai 2020



Manifestation contre la fermeture de Robert Picqué en janvier 2018

Coronavirus : jackpot pour les cliniques privées ?

Pendant la crise du Covid 19, des établissements du privé, plutôt orientés vers la chirurgie, ont vu leur activité dégringoler. Les interventions non urgentes avaient été reportées.

Une partie du personnel, le plus souvent maintenu au domicile, a pu percevoir la totalité de son salaire. Il a été vivement « encouragé » par les directions à poser des congés payés, des récupérateurs, etc.

Pour répondre à la demande des actionnaires, l'Etat a octroyé aux cliniques une avance de trésorerie de la CPAM en mars et avril. Ces avances mensuelles, correspondant à 1/12ème des recettes de 2019, se sont transformées en garanties de financement par une ordonnance du 25 mars.

Cette mesure a permis aux cliniques de faire face sans problème aux dépenses et salaires. Non contents de cela, certains établissements ont quand même déclenché le chômage par-

tiel pour certaines catégories de personnel, une procédure qui, dans ce cas, ne prévoit pas de remboursement par l'Etat des salaires (payés à 84%), mais qui permet tout de même une exonération des cotisations sociales de l'employeur pour les salariés concernés par le chômage partiel. Une aubaine !

Maintenant que dans la région l'activité reprend, l'objectif pour les directions des cliniques est de reprogrammer toutes les interventions reportées.

Aides de l'Etat, paiement des salaires qu'à 84% et reprise rapide d'activité : gageons que ce cocktail permettra aux actionnaires des cliniques de maintenir, voire d'augmenter encore leurs profits ; choquant quand on connaît la situation dans le secteur public !

Isabelle Larroquet

Impréparation, mise en danger...

Aux travailleurs de l'éducation de décider !

A l'heure où nous écrivons, bien des écoles élémentaires et maternelles, comme les collèges, n'ont connu que des réunions préparatoires, avec des situations parfois sensiblement différentes, selon les mairies, plus ou moins à l'écoute des équipes, et plus ou moins fortunées pour équiper les écoles et les personnels qui dépendent d'elles pour respecter les mesures sanitaires. Dans les lycées, le télétravail a repris, sans date précise de réouverture.

Ces réunions, outre le plaisir de se retrouver après le confinement, laissent place à un sentiment contradictoire. D'un côté, des inquiétudes bien réelles face à l'impréparation, les règles difficiles voire impossibles à tenir, la difficulté de travailler avec des masques (quand il y en a), les protections insuffisantes, le manque de matériel et d'effectifs, des locaux trop petits, des sanitaires insuffisants. D'un autre, un soulagement temporaire vu le très faible nombre d'élèves prévu dans un premier temps, mais qui va sans doute grandir au fil des semaines. Bien des parents ont préféré garder leurs enfants à la maison, ne faisant aucune confiance au gouvernement pour ce déconfinement à l'école.

Une pression s'exerce depuis des semaines, par les réseaux sociaux, les collectifs militants, les syndicats, les associations de parents, avec de nombreux échanges sur le droit de retrait et l'éventualité de grève. La dure loi des réalités matérielles a fini par faire reculer Blanquer sur son calendrier de réouverture, désavoué par Philippe. L'objectif est maintenant que chaque élève retourne à l'école « *au moins une fois* » d'ici la fin du

mois. Une déclaration bien vague qui souligne un peu plus encore l'impuissance du pouvoir et ses mensonges lorsqu'il prétend que la réouverture des écoles est une mesure sociale, pour lutter contre le décrochage scolaire.

Mais ses objectifs restent les mêmes : donner l'impulsion à la reprise, lancer le mouvement, et essayer d'engager dans le même temps une profonde réorganisation de l'enseignement. Le gouvernement a en ligne de mire la poursuite du travail à distance pour la rentrée de septembre, une aberration pédagogique certes, mais qui lui permettrait de poursuivre les suppressions de postes et de contourner le problème des bâtiments insuffisants et des classes surchargées.

Dans ces réunions de « pré-rentree », comme dans les visio-réunions syndicales ou des collectifs, ce sont tous ces problèmes qui se posent en même temps que ceux des conditions matérielles de la reprise.

L'occasion de discuter que nous, travailleurs de l'éducation de tous métiers, sommes les mieux placés, avec les parents, pour évaluer les conditions de la réouverture et comment imposer nos exigences. C'est bien l'objectif de décider nous-mêmes, ce que les enseignants ont été contraints de faire durant tout le confinement face à l'incurie du ministère, qui est posé. Comme il est posé à nous tous, salarié-es du public et du privé pour exercer notre contrôle sur l'ensemble de l'économie et de la vie sociale.

Correspondant-e-s

Nos vies, pas leurs profits

Monnaie de Pessac

La direction sur les starting-blocks...

La semaine dernière, la direction a convoqué un CSE extraordinaire pour la « *reprise d'activité* » à partir du 11 mai. Pressée de relancer l'usine arrêtée depuis le 16 mars, elle avait même commencé avant à relancer certains secteurs, à partir de salariés « *volontaires* », bien souvent à cause des pertes de salaire imposées dans le cadre du chômage partiel.

Maintenant, elle veut pouvoir redémarrer rapidement, puisqu'elle prévoit 107 salariés sur le site en fin de cette semaine (sur 185 salariés) et 142 à la fin du mois, avec un important recours à l'intérim. Bref, tout est prévu nous dit-on, pour produire et « *rattraper le retard* ».

Elle a présenté son « *protocole de reprise d'activité* » avec les mesures prévues : commande de visières, de masques, de gel... On nous garantit que tout sera là. Ensuite, c'est à chaque salarié de prévoir la distanciation, les gestes barrière, de

porter les protections et tout ira bien.

Mais côté direction, la politique des économies de bouts de chandelle continue. Concernant la désinfection des locaux par exemple, elle se contente du minimum de deux nettoyages par jour des sanitaires et points de contact (poignées, barres d'appui...). Même pas un nettoyage régulier des sols des ateliers ! Les équipes de collègues de la société de nettoyage, déjà en nombre insuffisant avant le confinement vu la surface à couvrir, sont à peine renforcées, alors que les locaux de l'usine, les vestiaires se dégradent depuis un bon moment.

Côté mesures de prévention, là aussi, c'est sans surprise... Les machines à café, la salle de pause centrale de l'usine, seront fermées pour notre sécurité bien entendu. Par contre, rien n'est dit sur les pauses nécessaires lorsque l'on travaille en continu avec un masque sur la figure, sans parler de la chaleur qui peut être

très pénible dans certains ateliers !

Le syndicat CGT de Pessac a voté contre ce protocole face à la direction de plus en plus pressée de tourner à plein régime. Son objectif est de nous faire travailler comme avant, en suivant les directives de son service de sécurité qui poursuit avant tout son objectif de « *productivité* ».

Mais les salariés n'ont pas confiance. Dans la pratique, les masques deviennent plus compliqués à obtenir maintenant que les visières sont là, alors que celles-ci sont moins protectrices contre la diffusion du virus. Comme quoi c'est bien à nous de décider des mesures indispensables à notre sécurité, de nos conditions de travail dans les ateliers, de l'organisation de nos postes de travail... et même d'arrêter si la température devient étouffante.

Laurent Delage

Airbus, Safran, Thales et Dassault font la manche pour sauver leurs sous-traitants...

« Face à la perspective de dizaines de milliers de suppressions d'emplois chez leurs fournisseurs, les industriels de l'aérospatial appellent à un plan de soutien de plusieurs milliards d'euros. Plusieurs dizaines de PME sont au bord du gouffre », écrivait le journal économique *Challenges* le 6 mai.

Selon lui, « le bain de sang » dans le secteur aéronautique aurait commencé avec les annonces massives de licenciements partout dans le monde : 13 000, 25 % des effectifs, chez le constructeur US Général Electric ; 8000 chez Rolls Royce, 15 % des effectifs ; 16 000 chez Boeing, 10 % des effectifs... Airbus a réduit sa production de 30 %, et la baisse pourrait aller jusqu'à 50 %, menaçant quelques 50 000 emplois directs et indirects, dans la seule région d'Occitanie...

A cela s'ajoute, selon Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation et président du Gifas, (groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales chapeauté par Airbus, Safran, Thalès et Dassault), le fait que plusieurs dizaines de leurs fournisseurs seraient en grande difficulté, avec 200 000 salariés en chômage partiel. Ces entreprises sont des rouages essentiels des « chaînes de valeur » dont les quatre larrons ont le contrôle et dont ils tirent leurs profits. La faillite d'une d'entre elles entraînerait une rupture des approvisionnements, paralysant l'ensemble de la production.

Du coup, ils ont constitué un « comité commun », une « task force », pour « surveiller la santé de leurs sous-traitants comme le lait sur le feu » et se préparer à intervenir. Comme le dit E. Trappier, « Il va probablement y avoir une baisse des effectifs de la filière. Mais ce doit être une décroissance contrôlée : il faut garder l'outil vivant pour pouvoir remonter en puissance quand le marché repartira ».

Pour « garder l'outil vivant », Safran va jusqu'à envisager de racheter certains de ses « petits fournisseurs qui ont des savoir-faire, technologies ou expertises critiques »... Mais c'est avant



tout sur l'Etat que le Gifas compte pour financer l'affaire. « Le besoin n'a pas été complètement identifié, mais l'unité de mesure, c'est plutôt le milliard. Maintenant, est-ce que c'est un, deux ou trois milliards, je ne sais pas », raconte E. Trappier. Pour le patron de Safran, il s'agirait plutôt de dix milliards, « de quoi aider le secteur à passer un trou d'air d'une durée estimée de trois à cinq ans ».

Quant à la façon dont les milliers de travailleurs jetés à la rue au cours de cette « décroissance contrôlée » – si contrôle il y a – passeront le « trou d'air », cela ne concerne ni le Gifas, ni le journaliste de *Challenges*. Pour ce petit monde, le travail, c'est bien connu, n'est qu'une variable d'ajustement.

Daniel Minvielle

Quand Rousset vient en aide aux PME

Le président de la région Nouvelle Aquitaine est un spécialiste du soutien aux PME, dont il ne cesse de vanter, statistiques à l'appui, la place prépondérante qu'elles occupent en tant que « fournisseurs d'emplois ». Mais l'appel à financement lancé par le Gifas à l'Etat pour le sauvetage de la filière aéronautique vient donner un nouvel éclairage à cette « politique économique ».

C'est qu'en effet toute une série de ces entreprises qu'il « aide » avec l'argent public sont des maillons de ces « chaînes de valeur » que les multinationales Airbus, Safran, Thalès et Dassault tentent de sauver aujourd'hui, en sollicitant les milliards de l'Etat pour se sauver elles-mêmes. Bien que Rousset se défende d'aider ces grandes multinationales, fleurons de l'industrie régionale, c'est pourtant ce qu'il fait en aidant leurs sous-traitants à fonctionner malgré les pressions exercées par leurs donneurs d'ordres pour obtenir les prix les plus bas...

Les belles paroles ne coûtent pas cher...

Le 30 avril, dans une école ouverte durant le confinement à Bordeaux, le directeur général des services de Bordeaux Métropole est venu voir (en lieu et place du maire) comment travaillaient des ATSEM et animateurs en charge d'enfants de soignants.

Il les a remerciés durant de longues minutes pour leur travail qui ne l'avait pas beaucoup intéressé auparavant. Il n'a pas su répondre à leurs questions concernant le déconfinement, combien il y aurait d'enfants dans ce centre, avec combien d'animateurs, d'ATSEM ; tout cela devait être ajusté...

Les personnels avaient discuté de tirer profit de cette visite inattendue. Lorsque ce monsieur était prêt à se lever avant les petits fours, ils l'ont retenu pour une dernière question. Après l'avoir remercié pour sa venue et pour ses remerciements, ils lui ont dit que si leur travail était si bon et nécessaire durant cette période difficile, ils voulaient donc une prime.

Le directeur a parlé de 20 ou 30 € par jour travaillé et sans doute pas pour tous, selon les jours de présence... Durant le confinement, avec la sympathie suscitée par le dévouement des agents et personnels, des maires avaient réclamé une indemnité. Le gouvernement a alors parlé d'une prime « jusqu'à 1000 € » pour le territoriaux, fixée au bon vouloir de chaque collectivité.

Dans le plan de déconfinement de Bordeaux diffusé à partir du 8 mai, il est question finalement d'une « valorisation exceptionnelle plafond de 500 € bruts avec un montant de 25 € bruts par jour effectivement travaillé pour les agents présents sur site sur la période de confinement ». Une prime aussi faible avec de petits salaires, c'est un minimum ; il la faut pour tous, et surtout, des embauches et de réelles augmentations de salaires.

Correspondance

« Effondrement » : les chiffres de l'INSEE, les mots du pouvoir

L'Insee a publié une étude le 7 mai sur les conséquences de la crise. Pour la région Nouvelle Aquitaine, « l'activité économique », comme ils désignent la production de richesses, recule de 31 % par rapport à la même période l'an dernier (-33 % pour l'ensemble du pays). Un tiers de richesses produites en moins, une récession profonde est engagée.

Ces derniers jours, E. Philippe a parlé de « *risque d'écroulement* », d'« *effondrement* », précisant « *je n'emploie pas ce terme au hasard* ». Un autre jour, il parlait d'« *un chemin de crête* » face au risque, « *celui de l'effondrement de la production. De l'incapacité de la redistribution. D'une catastrophe sociale à la sortie. D'une catastrophe pédagogique* ».

Macron a déclaré de son côté « *je n'ai pas ces grands mots* », mais « *je*

mesure le choc massif économique ».

La réalité est bien là. L'Insee indique que 50 000 personnes en intérim sont menacées en Aquitaine. L'effondrement de la production concerne 80 % des entreprises de moins de 50 salariés. Le recul de la création d'entreprises est de 39 % en mars 2020 dans la Région par rapport à mars 2019, notamment dans le secteur

tertiaire, l'immobilier, le commerce. Et pour avril le recul devrait être de l'ordre de 70 %.

Ces exemples régionaux, dans une des régions les moins frappées par l'épidémie, témoignent de l'ampleur de la récession engagée, qui se traduit par une explosion du chômage et de la pauvreté. 246 000 chômeurs de plus pour le seul mois de mars (chômeurs n'ayant eu aucune activité, dits 'catégorie A'), et une augmentation de 460 000 personnes supplémentaires est prévue par l'OFCE d'ici la fin mai.

Les discours d'auto-persuasion pour relancer la machine dissimulent mal l'impuissance des classes dominantes pour empêcher cet effondrement que les travailleurs sont les premiers à subir.

F.M.



Des « plans », pour quoi faire ?

Le patron d'ArianeGroup au Haillan, qui est aussi président de la branche métallurgie (UIMM) du Medef pour la Nouvelle-Aquitaine, a expliqué dans une interview à *La Tribune* comment il imaginait une relance économique : davantage de « *souplesse pour l'application des nouvelles règles sanitaires dans les entreprises* », mais aussi « *un Plan Marshall centré sur la formation et l'apprentissage* ». Une façon de drainer des capitaux publics vers le secteur privé, par le biais de la formation professionnelle, il sait que Rousset est très sensible à ce genre d'appels du pied.

De leur côté, les élus EELV ont publié fin avril une tribune en faveur d'« *une région résiliente* » ! En guise de soins psychologiques pour nous sortir du trauma, ils proposent de « *réorienter les soutiens de la Région ... pour un plan de relance durable et soutenable* ». « *Politiques nouvelles* » écrivent-ils... ce sont plutôt les vieilles recettes repeintes en vert, utiliser l'argent public pour soutenir durablement les intérêts privés.

On lit donc de plus en plus d'appels « *au plan* » pour sortir de la crise, c'est-à-dire à des mesures étatiques qui ont toutes en commun de ne surtout pas toucher à la racine du mal, l'appropriation privée des richesses produites par la collectivité. Étonnant de voir comment les capitalistes se convertissent à la planification en temps de crise !

La seule planification qui pourrait mettre un terme à l'effon-

drement serait une réorganisation et une réappropriation collective de l'économie sous le contrôle démocratique des travailleurs.



Il a dit...

Le 7 mai, dans *Sud Ouest*, on pouvait lire « *Après avoir dénoncé l'idéologie néo-libérale du gouvernement, Alain Rousset a rendu un hommage appuyé aux premiers de corvée comme les caissières, les chauffeurs de poids lourds, les pompiers ou le personnel soignant dont j'espère que l'Etat comprendra enfin la place essentielle qu'ils occupent*... ». Fallait oser...

Interview de François « Bubu » Boirie, violoniste (Cie Mohein, Romano Dandies, La Fiancée du Pirate, Moonshine Fish...)

Le confinement a été un coup dur pour de très nombreux travailleurs précaires. Peux-tu nous en décrire les conséquences pour les intermittents du spectacle ?

François - D'abord, on nous appelle intermittents du spectacle, mais ce n'est pas un métier en soi. C'est un régime adapté aux artistes et techniciens du spectacle pour qu'on ait droit au chômage comme tous les autres travailleurs. Ce statut nous définit comme « *salarié dont l'activité présente une alternance de périodes travaillées et non travaillées* », ce qui correspond aux périodes où on prépare les spectacles, les répétitions, réparation de matériel, recherche de contrats, etc.

Pour bénéficier de ce régime, on doit justifier de 507 heures déclarées sur 12 mois, pour être alors indemnisé pour une période de 12 mois pendant laquelle on doit faire à nouveau les 507 heures.

Dès le début de la crise, la plupart des spectacles, productions, expositions, etc. ont été annulés, nous empêchant, qu'on soit musiciens, techniciens, ou comédiens de travailler et donc de valider nos heures.

Le principe même des CDD courts avec plusieurs employeurs rend très difficile la mise en place du chômage partiel (beaucoup d'employeurs sont occasionnels et privés, les contrats sont quelquefois signés le jour même etc.).

Comme la situation dure depuis début mars et va se prolonger au moins jusqu'à la fin de l'été, période durant laquelle la majeure partie d'entre nous nous validons nos heures, la conséquence directe est la perte du statut d'intermittent pour énormément de travailleurs.

Nous demandons donc que la période indemnisée soit prolongée et ce d'au moins un an car les spectacles ne reprendront pas avant de nombreux mois.

Y a-t-il eu pendant cette période des mouvements ou regroupements des intermittents pour s'organiser et faire entendre des revendications collectives ?

Bien sûr, tous les intermittents ont essayé de se faire entendre mais il est vrai que la profession a toujours eu du mal à s'organiser, étant composée d'individus isolés, d'employeurs multiples, de travailleurs de l'ombre... La CGT spectacle (Syndicat National des Artistes Musiciens) a évidemment posé nos revendications, comme « *une prolongation des droits de toute la période d'impossibilité à travailler normalement, allongée d'un an* » et plusieurs collectifs, ont lancé des pétitions, comme « *Luttons pour ne pas mourir* », essentiellement sur les réseaux sociaux.

Les annulations de festivals et de spectacles se sont multipliées. La récession frappe durement ce secteur aussi.

L'annonce par Macron d'une « année blanche » pour les intermittents paraît



bien tardive et insuffisante. Quelles réactions a-t-elle provoquée ?

Pour l'instant, de la méfiance, nous savons comment fonctionne notre gouvernement et ce n'est pas parce que M. Macron, suite à l'intervention de quelques stars du cinéma, annonce qu'il est « favorable » à l'allongement de la période d'indemnisation pour les artistes que la situation des travailleurs du spectacle va s'améliorer.

Les intermittents du spectacle dépendent du ministère du travail, pas de la culture, et nous attendons avec « angoisse » les décisions de Mme Pénicaud !

Je crois que nous sommes environ 250 000 intermittents, seulement 100 000 indemnisés au titre du statut. Le spectacle et la culture en général font vivre 1,5 millions de travailleurs... Nos revendications ne sont pas des caprices de quelques privilégiés !

Propos recueillis par François Minvielle

À voir, vidéo d'un bout de concert déconfiné

Des balkans pour les balcons... le 5 mai, à Bacalan

https://www.youtube.com/watch?v=GjYiJnQJB2c&feature=youtu.be&fbclid=IwAR1c8GtZLSdBvsvyOakJq1nf_7E7rQBczg-LuM_4_DsyEm2DhU1p5PAVBsCo

Confinement oblige, les publications papier du NPA33 sont passées en numérique. Cette lettre électronique paraît de façon hebdomadaire.

N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur npa33.org et à y contribuer.

Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à anticapitalistes@npa33.org

Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin : anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org